



CONSEIL NATIONAL POUR LA RESISTANCE

Mouvement UmNyobiste - Cameroun

Mouvement Politique Camerounais et Africain de Ligne anti-impérialiste, internationaliste et panafricaniste ; Situait son action dans le prolongement des luttes historiques de notre peuple pour la liberté et l'indépendance.

S/c Africa-Club e.V, Norderreihe 63, 22767 Hamburg; Email: cameroon.resistance.council@googlemail.com; <http://cnrmun.afrikblog.com>

**"Si tous les fils du Royaume venaient par leurs mains assemblées boucher les trous de la jarre percée, le pays serait sauvé."
Le Roi Ghezo, d'Abomey**

« La gravité et la récurrence des violations des droits Humains par le régime criminel de Paul Biya exige la nomination d'un représentant spécial des Nations unies pour les Droits de l'Homme au Cameroun !»

Le **Conseil National pour la Résistance** se joint à l'opinion militante et à la communauté nationale pour commémorer le premier anniversaire de l'irrésistible déluge de feux que le régime néocolonial - criminel de Paul Biya, a ouvert sur la jeunesse camerounaise en février 2008 et qui a fait selon l'observatoire National des Droits de l'Homme (ONDH), « *plus de 139 morts dans tout le pays* ». Cette jeunesse massacrée, luttait contre la «vie chère» et contre le tripatouillage constitutionnel initié par le régime impopulaire et illégitime pour confisquer le pouvoir.

Le **Conseil National pour la Résistance** est d'autant plus concerné par cette commémoration que l'un de ses dirigeants, le **Camarade Jacques Tiwa**, Coordonnateur National du CNR au Cameroun, a été tué, le 29 février 2008 à Douala, au cours de cet odieux pogrom. Le Camarade Jacques Tiwa avait été filé à la sortie de son domicile par des policiers en civils et sommairement exécuté dans la rue, par une patrouille des forces de défense et de sécurité dont le cargo s'est arrêté à son niveau. Un militaire, visiblement en mission, y est descendu et a, sans sommation, froidement ouvert le feu sur notre camarade, alors qu'il ne portait sur lui aucune arme! La famille de Tiwa a par la suite été victime de graves menaces et d'actes d'intimidations, qui ont obligé sa veuve et ses deux enfants mineurs à se cacher pendant plusieurs mois et à déménager plusieurs fois, en une année, afin d'échapper aux persécutions du régime.

Un an après cette répression sauvage, contre le peuple camerounais et sa jeunesse, le bilan de ces tueries varie selon les sources: de 40 morts pour le gouvernement criminel à 140 morts pour l'ONDH.

Mais le CNR pense que le bilan exact de cette folie meurtrière se situe à plusieurs centaines de victimes, si l'on tient compte des dizaines de corps sorties nuitamment des morgues, au plus fort des événements, par les forces de répression, pour être ensevelies dans des fosses communes. Il ne faut pas aussi perdre de vue que les massacres contre les populations civiles avaient atteint leur paroxysme sur le pont du Wouri, le 27 février, lorsque la gendarmerie et l'armée camerounaises, appuyées par un hélicoptère de combats, avaient ouvert le feu sur 2000 manifestants sur le pont du Wouri, provoquant un véritable carnage. *Des centaines de jeunes, cherchant à se sauver, étaient tombés dans le fleuve et s'étaient noyés ! Plusieurs semaines après les massacres, des pêcheurs du fleuve Wouri, pouvaient apercevoir des corps flotter sur l'eau ou même les prendre dans leurs filets de pêche !*

En dehors des citoyens tués, de centaines d'autres personnes arrêtées au cours de ce soulèvement populaire et condamnées à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison, croupissent toujours dans les prisons-mouroirs du régime. La mesure de grâce prise en mai 2008 par le despote sanguinaire de Yaoundé n'a touché qu'un très petit nombre de personnes. La très grande majorité demeure en prison. Ce sont des **prisonniers politiques**, dont le CNR réclame la *libération immédiate et une loi d'amnistie au profit de toutes les personnes arrêtées et condamnées dans le cadre du soulèvement populaire de février 2008 au Cameroun.*

Le CNR tout en saluant l'engagement des Organisations nationales des Droits de l'Homme, qui ont abattu un travail énorme, avec des moyens limités, pour un début de manifestation de la vérité, maintient que seule une **commission d'enquête internationale** (ONU, UA, CADP...) avec la participation des ONG nationales et internationales, permettra de faire définitivement la lumière sur la sanglante répression du soulèvement populaire de février 2008 au Cameroun.

Au vu de la gravité et de la récurrence des violations des Droits Humains et d'atteintes à la vie des citoyens dont s'est régulièrement rendu coupable le pouvoir antidémocratique de Yaoundé, depuis au moins 1990, et qui a endeillé des milliers de familles camerounaises, et au vu de l'impunité totale dont jouissent les auteurs de ces violations, le *Conseil National pour la Résistance appelle à la nomination d'un représentant spécial des Nations Unies pour les Droits de l'Homme au Cameroun afin de prévenir d'autres tueries qui pointent à l'horizon avec d'autres soulèvements populaires qui ne manqueront pas d'éclater suite à la décision de Paul Biya de s'éterniser au pouvoir.*

Le **Conseil National pour la Résistance** est convaincu que la passivité, la complaisance et l'attentisme des partenaires du Cameroun vis-à-vis du pouvoir antidémocratique du Cameroun, encouragent les tenants de ce régime à persévérer dans les crimes politiques contre des opposants et des activistes afin d'empêcher toute contradiction et toute expression démocratique plurielle.

C'est pourquoi le **CNR - MUN**, appelle les partenaires du Cameroun à geler les biens des tortionnaires du régime camerounais dans les pays occidentaux et à interdire l'accès de leur territoire à ces criminels d'une autre époque. Une telle mesure coercitive contre les auteurs et les commanditaires de violations des Droits de l'Homme au Cameroun, pourrait, sans aucun doute, prévenir d'autres cas de violations en amont.

Toute autre démarche en dehors de telles mesures concrètes, ne serait que ponce-pilatisme ridicule et un blanc seing donné à ces apatrides serviles qui prétendent gouverner le Cameroun., pour continuer leurs crimes contre les camerounais.

Le **Conseil National pour la Résistance – Mouvement Um nyobiste** (CNR – MUN), enfin, tient à encourager le vaillant peuple camerounais à rester debout et mobilisé jusqu'à la victoire finale contre le régime kleptomane et sanguinaire qui s'accroche par la violence au pouvoir à Yaoundé.

Le sang des combattants versé, sera vengé !!!

Honneurs et gloire éternelle aux martyrs de la cause nationale !

A bas les assassins du peuple ! A bas le despote sanguinaire Paul Biya !

La lutte continue. Pour la Patrie et l'Afrique, nous vaincrons!

Fait ce 28 février 2009

Pour le Conseil Exécutif,

Tene Sop G.

Secrétaire Général du Conseil National pour
la Résistance / Mouvement Umnyobiste
cameroon.resistance.council@googlemail.com
<http://cnrmun.afrikblog.com/>